

22^e DIMANCHE APRÈS LA PENTECÔTE

Dimanche 24 octobre 2021

Nous retrouvons encore aujourd'hui nos vieilles connaissances les pharisiens. Ils cherchent à prendre Jésus en faute pour pouvoir l'accuser. Après une *captatio benevolentiae* élogieuse, ils s'efforcent de l'enfermer dans un dilemme machiavélique à propos de l'impôt à payer à César. Car n'oublions pas que la Palestine est alors occupée par les Romains. Si Jésus dit qu'il ne faut pas payer, il passe pour un zélateur, c'est-à-dire pour un séditeur. Or les pharisiens se sont faits accompagner d'hérodiens, partisans de la collaboration avec Rome. Ne pas payer, c'est se faire condamner par la puissance politique romaine. Mais si Jésus dit qu'il faut payer l'impôt, il passe pour un soumis, comme les pharisiens eux-mêmes, mais alors il se disqualifie aux yeux de ses disciples : il ruine sa prétention messianique car tous, y compris les apôtres, voient encore en lui le messie qui libérera le pays du joug païen. En un mot, Jésus semble bien « échec et mat ».

Mais Jésus se montre plus habile que ses adversaires. A leur question, il répond, un peu comme un jésuite, par une autre question. « Cette effigie et cette légende, de qui sont-elles ? » « De l'Empereur César » répondent-ils. Question anodine et réponse anodine, pourrions-nous penser. Mais en fait, c'est ici que se joue le coup. Souvenons-nous que les pharisiens cherchent à pratiquer intégralement la Loi, y compris bien évidemment, le premier commandement qui bannit l'idolâtrie. Or les monnaies romaines de la période impériale portent l'effigie de l'Empereur et une légende qui s'adresse à lui comme à une divinité. Elles n'avaient d'ailleurs pas cours au Temple, et c'est l'une des raisons pour lesquelles il y avait là des changeurs, car il fallait que rien de souillé ne pénètre dans le Temple. Les pharisiens, dont l'évangile dit par ailleurs « qu'ils aimaient l'argent », n'hésitent pas à utiliser ces monnaies dans la vie courante. Eux donc qui se prétendent purs sont confondus par Jésus qui les convainc ainsi d'idolâtrie. Ils sont divisés en eux-mêmes.

Et c'est bien le sens de la sentence de Jésus : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ». Spontanément, ou à la suite des controverses médiévales entre la Papauté et l'Empire, nous interprétons cela comme la distinction du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. On rend à Dieu nos devoirs religieux dans le sanctuaire intérieur de notre conscience, voire dans le sanctuaire extérieur des églises affectées au culte. Et on rend à César nos devoirs civiques partout ailleurs, en respectant la sacro-sainte laïcité, comme le premier Ministre l'a rappelé au Secrétaire d'État du Pape mardi dernier à Rome. Le sens de l'affirmation de Jésus est différent. Rendre à Dieu ce qui est à Dieu, c'est lui rendre tout, puisque tout vient de lui. Dieu a droit non seulement à l'hommage de notre esprit, dans le secret de notre conscience, mais aussi à celui de notre corps, avec toute la visibilité que cela signifie. Notre culte ne doit pas être seulement privé, mais aussi public, communautaire, visible donc. C'est le sens de la solennité de dimanche prochain, le règne social du Christ Roi, solennité instaurée par Pie XI, le pape qui avait bien compris qu'une société qui bannit Dieu de son univers sombre un jour ou l'autre dans la barbarie, *hard* comme dans les années trente, ou *soft* comme aujourd'hui partout en Occident.

Alors que rendre à César ? Rien qui puisse nous soustraire à la souveraineté de Dieu. Car il n'y a pas de partage style *Conférence de Yalta* entre Dieu et César, avec rideau de fer étanche à l'appui. En tout, nous et nos œuvres (société comprise), nous appartenons à Dieu. César, dans le meilleur des cas, ne peut être que le lieutenant de Dieu, il doit concevoir sa mission comme une suppléance, et doit se faire suffisamment transparent pour ne pas rendre sa mission inopérante en opacifiant la médiation qu'il est censé incarner. C'est tout l'enseignement de S. Grégoire VII et d'Innocent III au Moyen Âge. C'est aussi celui de la Doctrine sociale de l'Église quand elle nous parle de principe de subsidiarité.

La Bible, qui n'est pas naïve, n'est d'ailleurs pas tendre pour le pouvoir politique, continuellement dénoncé comme injuste par les prophètes. Elle est trop réaliste pour ne pas percevoir la connexion mortelle du pouvoir et de l'argent. César, le César des Romains, n'est qu'un avatar de plus dans la série des totalitarismes païens qui se sont succédé (pensez aux visions du livre

de Daniel) : pharaons, rois d'Assyrie et de Babylone, des Perses et des Macédoniens. Elle renâcle lorsque les juifs demandent un roi à l'exemple des païens (livre de Josué). Elle est sans concession sur leur règne. Même David et Salomon sont jugés sans complaisance. Et l'éloge de Cyrus dans le livre d'Isaïe ne doit pas nous égarer : il n'est qu'un instrument aveugle de la Providence. Un peu comme Bonaparte signant le Concordat en 1801. Il est très difficile d'être César aux yeux des chrétiens : la barre est placée très haut. Et ceux qui s'y essaient, un Louis IX de France ou un Charles I^{er} d'Autriche ne sont pas assurés de la réussite temporelle...

En conclusion, si nous avons à descendre dans l'arène politique, nous devons nous défier de toute espérance absolue en un sauveur politique. Il nous incombe de servir avec abnégation la société humaine, mais sans trop d'illusions. S. Augustin n'en nourrissait pas beaucoup plus à l'époque de l'Empire devenu nominalement chrétien, mais peinant à l'être en vérité, parce que toujours alourdi par le péché de ses membres. Cela nous rappelle que la société politique n'est pas une fin en soi. Elle est un moyen. Et un moyen périssable, fragile, plus encore que notre pauvre Église. Ce qui a valeur d'éternité, ce sont les hommes qui la composent. Ce sont eux que nous devons servir, au moyen de la société et du politique, certes. Car la société politique reste un moyen nécessaire et du point de vue chrétien un sas qui conduit au Royaume de Dieu par la justice et l'ordre qu'elle instaure. Et comme toutes les formes d'organisation sociale et politique ne se valent pas, nous sommes fondés à défendre celles qui sont le plus imprégnées d'esprit évangélique et à combattre celles qui s'y opposent, comme S. Augustin le fit en son temps. C'est pourquoi, en fin de compte, nous devons payer l'impôt, et parfois même l'impôt du sang... Mais tout notre être, lui, doit appartenir à Dieu. Notre service de la cité temporelle se fait sous l'hypothèque de la cité céleste. Car Dieu seul est notre véritable avenir, lui seul notre véritable Souverain.